



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

20 MARS 2008

Paris, le

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Note à l'attention de,

DIRECTION
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

LE DIRECTEUR

N° 20080018484-1

**Mesdames et Messieurs les
directeurs régionaux
de la protection judiciaire de la
jeunesse.**

Objet : Modalités de mise en œuvre et d'exécution de la mesure d'activité de jour.

La mesure d'activité de jour créée par la loi du 5 mars 2007 intègre les préconisations formulées par les différents travaux menés en matière d'insertion à la PJJ depuis plusieurs années (les 4 rapports du groupe d'appui national, ainsi que le rapport de l'inspection de la protection judiciaire de la jeunesse). Elle répond également aux attentes de la cour des comptes exprimées dans son dernier rapport de 2005.

La présente circulaire a pour objet de définir la mesure d'activité de jour, et de désigner les services compétents pour l'exercer. Elle apporte des précisions sur l'organisation territoriale et les modalités d'habilitation des services, établissements, associations, personnes morales de droit public ou personnes morales de droit privé exerçant une mission de service public, susceptibles de la mettre en œuvre et / ou de l'exécuter.

Elle est complétée par un référentiel commun SP/SAH, élaboré avec les fédérations associatives, qui précise les modalités concrètes de mise en œuvre et d'exécution. Les dispositions relatives à la tarification de cette mesure sont en cours d'examen.

L'exercice de la mesure d'activité de jour doit être l'occasion de valoriser le travail réalisé dans le domaine de l'insertion et de renforcer ce dispositif au sein des missions de la protection judiciaire de la jeunesse. Cela nécessitera, pour certains services et unités, des modifications notables (en terme d'organisation, d'activités, etc.). Les décisions arrêtées à l'issue des 2 prochains CTPC activité de jour viendront faciliter cette déclinaison.

Dans le cadre des relations institutionnellement établies avec la juridiction, la direction départementale a pour objectif :

- d'analyser les besoins et de garantir, à travers la diversité des activités proposées, la prise en compte du parcours du mineur en s'assurant que les deux dominantes scolaire et professionnelle sont assurées ;
- d'engager un travail spécifique avec l'inspecteur d'académie afin de favoriser la mise en place de la mesure d'activité de jour en fonction de la situation du mineur (scolarisé, déscolarisé ou en voie de déscolarisation). Une note conjointe en cours de finalisation entre la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) et la direction de la protection judiciaire de la jeunesse précisera les modalités de ce travail commun.

L'organisation territoriale des services d'insertion du secteur public et du secteur associatif habilité repérée dans le cadre du projet départemental doit garantir :

- la couverture des besoins permettant un accueil permanent des jeunes tout au long de l'année et une prise en charge immédiate en alternative à l'incarcération ;
- l'accueil et la continuité de la prise en charge du mineur pendant toute la durée de la mesure en s'assurant d'une prise en charge dans les délais les plus brefs à partir de la réception de l'ordonnance par le service désigné ;
- la visibilité des places offertes par l'édition hebdomadaire de tableaux de suivi dont les magistrats seront destinataires ;
- la prise en charge pédagogique de tous les jeunes quelque soit leur mode d'orientation en référence à l'article 10 du décret n° 2007-1573 du 6 novembre 2007 relatif aux établissements et services du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- la création de passerelles, entre les dispositifs d'activités de jour de la protection judiciaire de la jeunesse et ceux de formation du droit commun, formalisés par l'élaboration de protocoles d'accord.

La procédure de conventionnement et d'habilitation des établissements ou services souhaitant mettre en œuvre et/ou exécuter la mesure d'activité de jour doit notamment garantir :

- la qualité du projet pédagogique et sa conformité au référentiel relatif à la mesure ;
- la garantie de l'encadrement ;
- les conditions de sécurité et le respect du droit du travail.

**Le Directeur de la Protection
Judiciaire de la Jeunesse**

Philippe-Pierre CABOURDIN